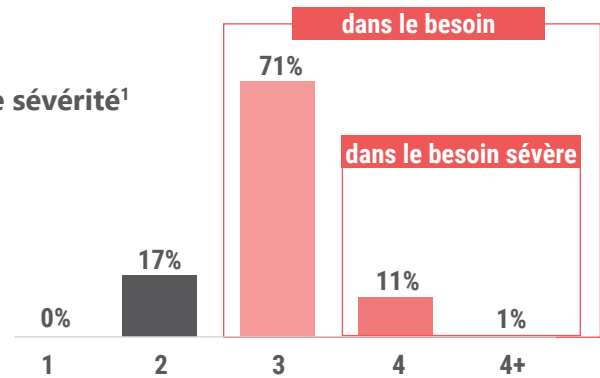


COMBIEN DE MÉNAGES ÉTAIENT DANS LE BESOIN ?

Pourcentage de ménages dans le besoin, par niveau de sévérité¹

83% des ménages au Mali étaient dans le besoin, ce qui signifie qu'ils avaient des besoins dans au moins un secteur. Parmi ces ménages, 11% étaient dans le besoin sévère.

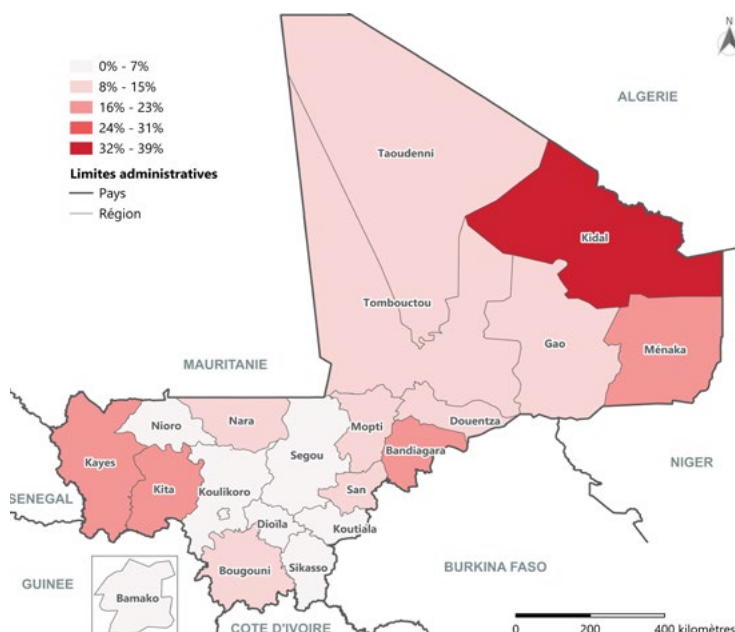


- Les trois secteurs présentant les prévalences les plus élevées de ménages ayant des besoins étaient **l'éducation (63%), l'abri (53%), ainsi que l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA, 31%)**. Le secteur **abri a notamment augmenté de 32% par rapport à l'année dernière**, phénomène pouvant être expliqué par l'augmentation du nombre de personnes vivant dans des abris inadéquats.
- Les **ménages déplacés internes (PDI) et réfugiés** avaient des prévalences plus élevées que les ménages non déplacés (PND) en termes de besoins, et présentaient des profils plus complexes, avec des besoins dans plusieurs secteurs simultanément.
- Les ménages des **régions de Ménaka (94%) et Kayes (93%)** ont enregistré les taux les plus élevés de besoins multisectoriels, mais aucune région n'avait un taux inférieur à 60% - montrant l'omniprésence des besoins au Mali. De plus, la région de Kidal avait un taux conséquent de 38% de ménages dans le besoin sévère.

Note - Pour plus de détails, consultez la note méthodologique de l'indice des besoins multisectoriels (MSNI) [ici](#) et nos autres publications [ici](#).

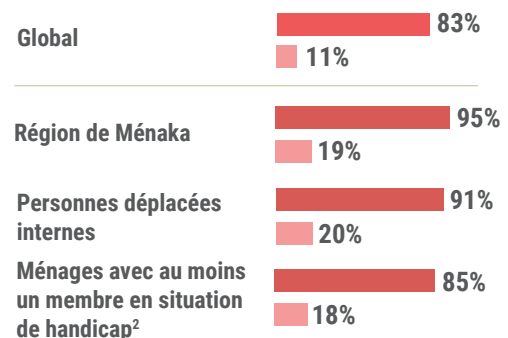
OÙ SE TROUVAIENT LES MÉNAGES DANS LE BESOIN SEVERE ?

Pourcentage de ménages dans le besoin sévère par zone géographique



QUI ÉTAIT LE PLUS DANS LE BESOIN ?

Ménages dans le besoin sévère
Ménages dans le besoin





La carte révèle que les régions présentant les prévalences les plus élevées de ménages dans le besoin sévère étaient réparties sur l'ensemble du territoire. Les besoins sévères étaient particulièrement concentrés dans les régions de Kidal (38% des ménages) et Ménaka (19%) au nord, de Bandiagara au centre (23%), et de Kayes (16%) et Kita (16%) au sud. Cet élément marque une différence avec l'année dernière, où les régions du sud n'avaient pas de scores aussi élevés.

QUELS ÉTAIENT LES BESOINS ?

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur⁴

Secteur

 Éducation	63%
 Abris	53%
 EHA	31%
 Santé	11%
 Sécurité alimentaire	7%

Près de la moitié des ménages dans le besoin avaient des besoins liés à un seul secteur (43%), tandis que plus d'un tiers faisait face à des besoins liés à deux secteurs (36%), et le reste (21%) dans plus de deux secteurs.

Les **ménages PDI et réfugiés avaient des profils de besoins plus complexes**, 74% et 63% d'entre eux ayant des besoins liés à plus d'un secteur, comparé aux ménages non déplacés (53%).

La plupart des ménages sont dans le besoin dans deux secteurs. La combinaison la plus courante des besoins sectoriels parmi tous les ménages dans le besoin est ABNA-Education (16%), suivi de ABNA-EHA (9%).

FACTEURS DÉTERMINANTS DES BESOINS SECTORIELS

Trois secteurs ont largement contribué à la proportion élevée de ménages dans le besoin :

- 1 Les besoins dans le secteur de **l'éducation** s'expliquaient principalement par le fait que 43% des enfants de 5 à 18 ans n'avaient pas été scolarisés durant l'année 2024-2025. Les principales barrières rapportées étaient le manque d'intérêt / que l'éducation n'est pas une priorité (34%), que l'enfant est trop jeune (24%), et des difficultés à payer les frais de scolarité (21%).
- 2 Les besoins en **abris et biens non alimentaires** étaient principalement liés à la qualité de l'abri, 38% des ménages vivant dans des abris inadéquats³ (dont 10% en tente). En outre, 48% des ménages ont signalé des dommages à leurs abris, majoritairement causés par les conditions climatiques.
- 3 L'absence d'installations pour le lavage des mains (64% des ménages) et l'utilisation d'installations sanitaires non améliorées (20%) et leur absence (Défécation à l'Air Libre, 6%) expliquaient **la majorité des besoins dans le secteur EHA**. En outre, 8% des ménages avaient rapporté avoir accès à une source d'eau de boisson non améliorée.

Focus - Région de Kidal

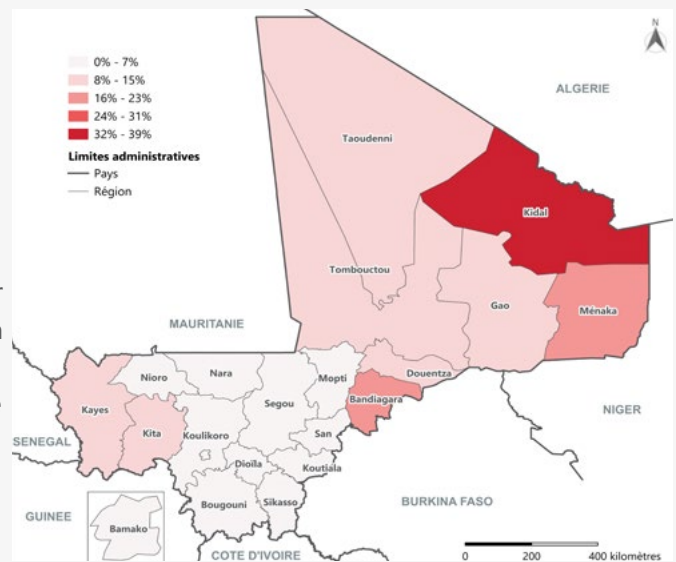
La région de Kidal avait le score le plus élevé **de ménages dans le besoin sévère, de 38%**, principalement expliqué par le besoin en EHA et des lacunes dans les infrastructures d'assainissement.

31% des ménages mentionnaient avoir senti que leur source d'eau principale n'était pas un lieu sûr en raison de risques pour la santé, 20% pour des risques de harcèlement – des taux plus élevés que dans le reste du Mali.

36% des ménages à Kidal **n'avaient pas d'installation sanitaire**, utilisaient des buissons ou des champs (85% pour le cercle de Tin Essako).

57% des ménages n'avaient pas d'installation pour se laver les mains.

64% des enfants de 5 à 18 ans n'ont pas eu accès à l'éducation formelle pendant l'année scolaire 2024-2025. Les barrières principales mentionnées par les ménages sont que **l'éducation n'était pas une priorité (33%) et l'absence d'école (29%)**. 2% des ménages de Kidal avaient des besoins sévères en éducation, liés à des risques de protection grave.



Pourcentage de ménages dans le besoin dans le secteur EHA.

QUI ÉTAIT DANS LE BESOIN ?

Pourcentage de ménages par groupe/zone administrative et niveau de sévérité¹

	1	2	3	4	4+
Région de Kidal	0%	26%	36%	38%	1%
PDI	0%	9%	70%	20%	0%
Réfugié	0%	15%	77%	8%	4%
PND	0%	19%	71%	11%	0%

Pourcentage de ménages par caractéristiques des ménages et niveau de sévérité¹

	1	2	3	4	4+
Global	0%	17%	71%	11%	0%
Bas revenu ⁵	0%	12%	69%	19%	0%
Ménages avec au moins un membre est en situation de handicap ²	0%	13%	69%	17%	0%
Chef de ménage féminin	0%	15%	73%	12%	0%

La prévalence des besoins parmi les ménages PDI (91%) et réfugiés (85%) était plus marquée que chez les ménages non déplacés (81%). Les PDI affichaient également le taux le plus élevé de ménages dans le besoin sévère (21%), suivis des PND (10%) puis des réfugiés (8%).

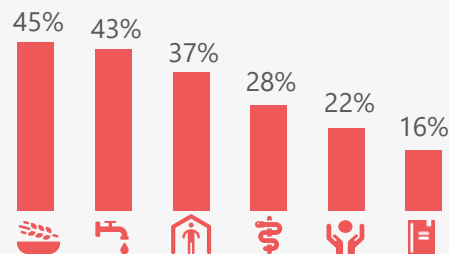
Les régions de **Ménaka et Kayes** avaient les prévalences les plus élevées de ménages dans le besoin, avec respectivement 94% et 93%.

Les ménages à faibles revenus (88%) avaient une prévalence de besoins multisectoriels ou sectoriels plus élevée que la moyenne nationale, estimée à 83%. Une tendance similaire était observée pour les ménages dirigés par des femmes (85%), surtout en ce qui concerne les ménages réfugiés (94%). C'était le cas des ménages comptant au moins un membre en situation de handicap avec une prévalence de 87%, dont 17% ayant des besoins sévères. Cette différence était notable dans les secteurs de la santé et de la sécurité alimentaire.

Focus - perception des besoins avec HESPER

HESPER est une échelle de mesure des **besoins auto-perçus** dans des contextes d'urgence humanitaire, où les ménages peuvent indiquer avoir un problème grave ou non autour de 23 questions. Certaines peuvent être catégorisées pour donner des scores de perception sectoriels des besoins, à comparer à celui MSNI basé sur des questions précises par secteur. L'inclusion de cette échelle permet d'informer la réponse humanitaire avec les besoins quantifiés et perçus afin d'en accroître son impact.

Dans le cas du Mali, de **grandes différences peuvent être observées**, surtout dans le domaine de l'éducation (le plus haut score MSNI de 63% mais le plus bas pour HESPER, de 16%) et de la sécurité alimentaire (qui se trouve dans le cas inverse). Cette divergence entre les besoins identifiés et les préférences exprimées pourrait être en partie expliquée par le fait que l'aide alimentaire est souvent perçue comme la plus « visible » et immédiate, alors que les besoins en santé ou en éducation se matérialisent davantage par des services que par des distributions de biens tangibles. Une analyse plus approfondie serait nécessaire pour mieux comprendre ces écarts et adapter les interventions.



% de ménages ayant mentionné un problème grave par secteur

Dans l'ensemble, **67% des ménages rapportaient voir un problème grave** lié à au moins un des six secteurs - les secteurs avec les plus hautes proportions étant la sécurité alimentaire, l'EHA et l'abri.

Certaines questions apportent des éléments de compréhension additionnels, notamment autour de la **santé mentale ou de la cohésion sociale**, pouvant aider à voir au-delà des besoins « essentiels » :

- 10 % des ménages ont un problème grave dû à un sentiment d'extrême détresse.
- 7% des ménages ont un problème grave lié à un manque de soutien des gens de votre communauté, notamment un soutien émotionnel ou une aide pratique.

REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

72%

des ménages qui étaient dans le besoin dans au moins un secteur n'avaient reçu aucune aide humanitaire dans les 12 mois précédant l'évaluation.

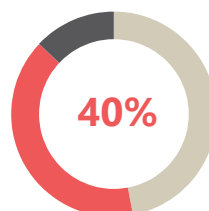
24%

des ménages ont déclaré avoir reçu une aide humanitaire dans les 12 mois précédant l'évaluation.

Top 3 des types de soutien préférés

En nature, nourriture	83%
Espèces via argent mobile	35%
Espèces physiques	30%

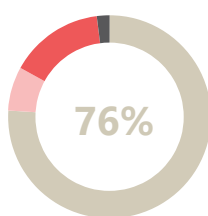
Perception de l'équité dans la distribution de l'aide humanitaire au sein des communautés :



■ Oui
■ Non
■ Ne sait pas/préfère ne pas répondre

Près de la moitié des ménages (40%) ont rapporté que l'aide humanitaire n'était pas apportée aux personnes qui étaient le plus dans le besoin dans la communauté. Cette perception variait selon les régions et les statuts : dans la région de Tombouctou, 23% des ménages partageaient cette opinion contre 79% à Kayes. Les ménages PND (43%) et réfugiés (37%) percevaient moins d'équité dans la distribution de l'aide humanitaire que les PDI (26%).

Satisfaction quant à l'aide reçue :



■ Oui
■ Non
■ Moyennement
■ Ne sait pas / ne souhaite pas répondre

Parmi les 24% des ménages ayant reçu de l'aide dans les 12 mois précédant l'évaluation, **22% ont indiqué être moyennement ou pas satisfaits**. Les trois principales raisons d'insatisfaction mentionnées étaient :

- Quantité de l'aide insuffisante (76%)
- L'assistance reçue était de trop courte durée (10%)
- L'assistance reçue était de mauvaise qualité (6%)

MÉTHODOLOGIE

La MSNA 2025 a été menée dans les 20 régions⁶ du Mali, ciblant les PND, les PDI et les réfugiés. La collecte de données s'est déroulée du 20 juillet au 17 octobre 2025 et a permis de réaliser un total de 10 495 enquêtes. Une méthodologie a été utilisée pour garantir des résultats représentatifs pour les ménages non déplacés, les PDI et les réfugiés, avec un niveau de confiance de 95 % et une marge d'erreur de 10%. Pour les ménages non déplacés, une méthode probabiliste en grappes stratifiées à deux étapes a été appliquée. Concernant les PDI en site, la méthode était probabiliste stratifiée avec sélection aléatoire des ménages, tandis qu'une méthode de sélection quasi-aléatoire a été adoptée pour les PDI hors site et les réfugiés. En raison du manque de données pour sélectionner aléatoirement les ménages PDI et réfugiés hors site, la sélection des ménages s'appuyait sur des consultations avec des autorités locales. Pour plus d'informations, veuillez consulter [la note méthodologique](#).

PARTENARIATS

SOUTIEN À LA COORDINATION



SOUTIEN FINANCIER ET OPÉRATIONNEL



SOUTIEN À LA MISE EN OEUVRE



Notes de fin

1 Les différents niveaux de sévérité peuvent être définis comme suit :

- Niveau de sévérité 1 : Les conditions de vie sont acceptables, montrant au maximum quelques signes de détérioration et/ou un accès inadéquat aux services de base. Aucun ou minimal (risque d') impact sur le bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 2 : Les conditions de vie sont sous pression. Minimal (risque d') impact sur le bien-être physique ou mental ou bien-être physique ou mental global sous tension.
- Niveau de sévérité 3 : Conditions de vie dégradantes, avec un accès réduit à/une disponibilité réduite des biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 4 : Effondrement des conditions de vie. (Risque de) préjudice significatif pour le bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 4+ : Indications d'un effondrement total des conditions de vie, avec des résultats potentiellement immédiatement menaçants pour la vie (risque accru de mortalité et/ou préjudice irréversible pour le bien-être physique ou mental). Des détails supplémentaires peuvent être trouvés dans la note méthodologique.

2 Un ménage dont un membre est en situation de handicap est un ménage où l'un des membres présente une déficience physique, sensorielle, mentale ou cognitive qui impacte ses activités quotidiennes et sa participation à la vie sociale (Effectif=1668).

3 Un abri inadéquat est défini comme tout type d'abri répondant aux conditions suivantes : être hébergé dans un centre collectif ou utiliser un abri d'urgence, ou encore vivre dans un bâtiment inachevé, une tente ou un abri de fortune.

4 Pas de score MSNI de protection cette année, certaines questions relatives au secteur protection ayant été retirées du questionnaire car jugées sensibles.

5 Les ménages à bas revenu sont ceux dont le revenu se situe dans le premier quartile des revenus, c'est-à-dire en dessous de 25% des ménages ayant les revenus les plus faibles (Effectif =2744 ménages), Il convient de souligner que ces données ne sont ni représentatives ni comparables aux groupes de population ou aux régions).

6 Les 20 régions du Mali étant : Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudenni, Ménaka, Nioro, Kita, Dioïla, Nara, Bougouni, Koutiala, San, Douentza, Bandiagara.

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Annex

Analyse comparative MSNI 2024 / 2025

Afin de permettre une comparaison rigoureuse des niveaux de sévérité entre 2024 et 2025, les données MSNI 2025 ont été recalculées en appliquant le même cadre méthodologique que celui utilisé pour les résultats 2024 (voire [note méthodologique 2024](#)). Cette harmonisation méthodologique garantit que les tendances observées reflètent des changements réels dans les besoins des ménages et ne sont pas influencées par les modifications du cadre analytique entre les deux années.

VUE D'ENSEMBLE

- Le nombre de ménages dans le besoin s'élève cette année à 83 %, ce qui représente **une détérioration réelle de 9%** par rapport à l'année dernière. En revanche, la proportion de ménages en besoin sévère est restée stable, à 11 % en 2025, comme en 2024.
- Cette détérioration est principalement liée à **une augmentation de 32% du pourcentage de ménages ayant un besoin en Abris et Biens Non Alimentaires (ABNA)**. Cette augmentation est elle-même expliquée par la proportion des ménages vivant dans des abris inadéquats.
- Alors que l'accès devient de plus en plus restreint (en particulier dans le Sud) et que le pourcentage de ménages dans le besoin a augmenté, les financements alloués au Mali ont été drastiquement affectés depuis le début de l'année, et certaines **populations vulnérables risquent d'être exclues de l'aide humanitaire**.

32%

d'augmentation du score de sévérité des besoins dans le secteur abri par rapport à 2024.

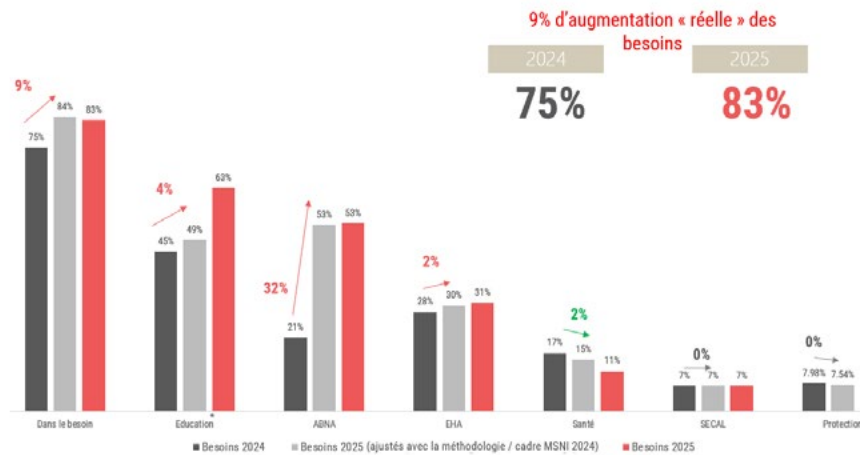
Détérioration dans le secteur abri

L'augmentation des ménages dans le besoin (9% par rapport à 2024) est majoritairement expliqué par le secteur ABNA, où 53% des ménages étaient dans le besoin ce qui constitue une **augmentation réelle de 32%** par rapport à l'année dernière. Les ménages PDI étaient les plus concernés par ce besoin (69%), et était le seul groupe de population qui avaient des besoins sévères (1%). Cependant, la détérioration par rapport à l'année dernière concernait principalement **les populations non déplacées, en particulier dans les régions du Sud**.

Ces chiffres sont principalement expliqués par la proportion de ménages vivant en abri inadéquat (38%), ou par des modes d'occupation précaires.

Mouvements de population

Le nombre de PDI et réfugiés au Mali a considérablement augmenté par rapport à l'année dernière. Le nombre de PDI a subi une augmentation de 22%, et de 35% en ce qui concerne les réfugiés entre [octobre 2024](#) et [septembre 2025](#).



% des ménages dans le besoin par secteur en 2024 et 2025

Baisse des financements

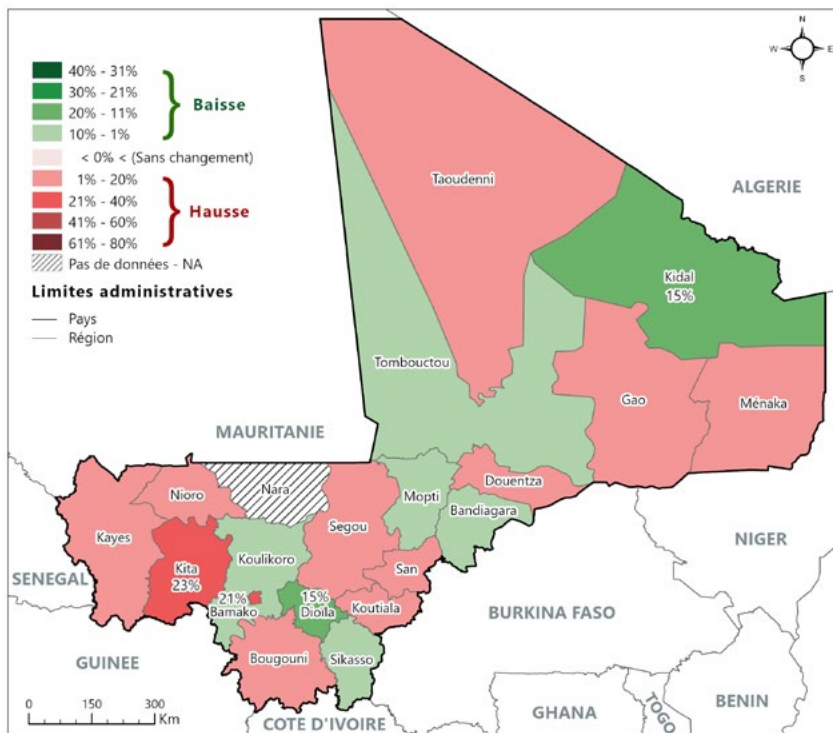
A la date du 31 octobre 2025, le plan de réponse humanitaire (PRH) pour le Mali était **financé seulement à hauteur de 15,6%**. En comparaison en 2024, **32% du PRH avait été couverts**. L'accès humanitaire semble également se réduire, avec une augmentation de 32% des incidents d'accès humanitaire en mai 2025 par rapport à mai 2024.

Analyse comparative par région

La carte ci-contre montre que la plupart des régions du Mali¹ ont subi une augmentation du pourcentage des ménages dans le besoin par rapport à l'année passée, en particulier **Kita et Bamako** (tous deux 22% d'augmentation). Comme le montrent les différentes cartes par secteur ci-dessous, cette détérioration **concerne tous les secteurs pour la région de Kita** (à l'exception du secteur de l'éducation).

Gao a également subi une détérioration de la situation en ce qui concerne la plupart des secteurs (à l'exception de la protection).

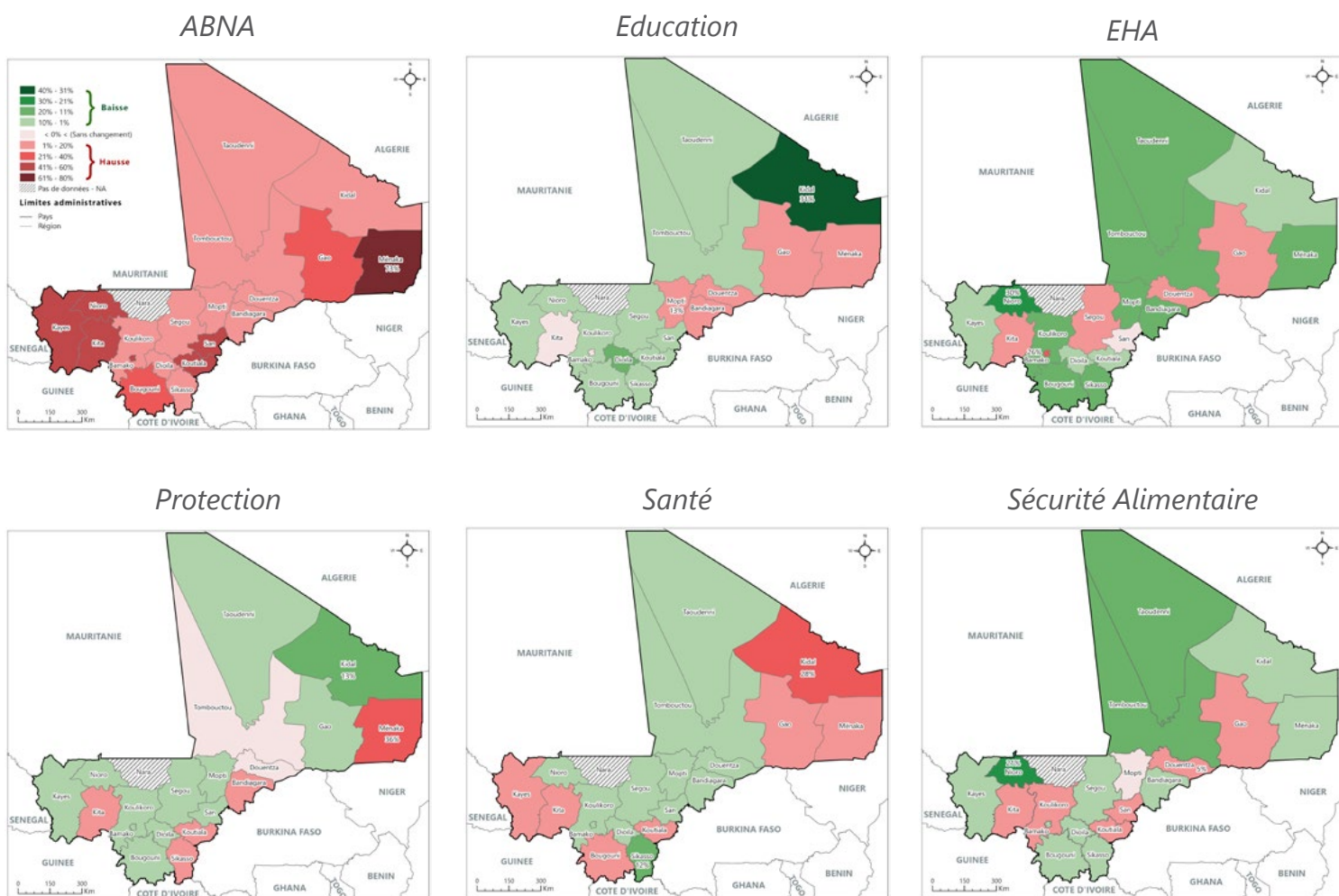
Comme mentionné précédemment, le secteur ABNA a subi une détérioration pour toutes les régions.



% de changement de score MSNI (ménages dans le besoin entre 2024 et 2025)

Analyse comparative par région et par secteur

% de changement de score MSNI (ménages dans le besoin entre 2024 et 2025 pour chaque secteur)



¹A l'exception de Nara, qui n'était pas couverte par la MSNA en 2024.